



**REVUE DE PRESSE**

**RÉACTION DU CPQ  
AU BUDGET FÉDÉRAL 2009-2010**

**JANVIER 2009**

## CSN: «Inacceptable»

Claudette Carbonneau, présidente de la Confédération des syndicats nationaux (CSN), juge inacceptable le budget présenté hier par le ministre Jim Flaherty. « C'est un budget qui m'apparaît inacceptable, a-t-elle dit. Il y a un effort certain pour se donner des allures plus libérales, mais en même temps, c'est un budget

qui conduit tout droit à des politiques conservatrices. » Les baisses d'impôts sont, selon elle, une illustration de mesure mal ciblée. Elle a rappelé que 73 milliards en réductions d'impôts avaient déjà été consentis dans les dernières années. Les 7 milliards additionnels n'étaient donc pas nécessaires, selon M<sup>me</sup> Carbonneau, d'autant plus qu'ils ne profitent pas uniquement aux plus pauvres. - La Presse Canadienne

## La FTQ déçue

La Fédération des travailleurs du Québec (FTQ) est surprise et déçue du budget déposé par le gouvernement conservateur et appelle l'opposition à le renverser. « On va demander à nos supporteurs à Ottawa, au Bloc, aux libéraux et au NPD, comme coalition, de rejeter

ce budget-là et de demander de procéder avec un gouvernement de coalition », a dit en entrevue le secrétaire général de la FTQ, René Roy. - La Presse Canadienne

## Verts en colère

Le budget Flaherty est loin de satisfaire les environnementalistes. Steven Guilbeault, coordonnateur général adjoint d'Équiterre, était en fureur à la sortie du huis clos hier après-midi. Le budget Flaherty est, selon lui, une véritable aberration. Alors qu'aux États-

Unis, notamment, des mesures de relance économique sont adoptées sur de nouvelles bases vertes, le gouvernement Harper n'en retient que l'aspect cosmétique, dit-il. Le tiers du budget vert va aux pétrolières et au nucléaire, dénonce Steven Guilbeault. Quelque 200 millions par année seront consacrés aux infrastructures vertes, comme les transports en commun. Cette somme, saupoudrée dans l'ensemble du pays, ne permettra pas d'investir dans les réseaux de transport, croit M. Guilbeault. - La Presse Canadienne

## L'UMQ se réjouit

L'Union des municipalités du Québec se réjouit des mesures annoncées pour les infrastructures. Son président et maire de Maniwaki, Robert Coulombe, a indiqué qu'avec les quelque 7 milliards en infrastructures pro-

mis pour une période de deux ans, le budget fédéral répond aux demandes d'investissements des municipalités québécoises. Le Québec devrait recevoir 1,2 milliard, si l'on se fie au pourcentage qui lui est habituellement alloué. - La Presse Canadienne

## Les patrons satisfaits

Même s'il accueille favorablement les mesures de relance annoncées par le ministre des Finances du Canada, le Conseil du patronat du Québec souhaite que tout soit mis en œuvre afin que le Canada ne retourne pas à l'ère des déficits chroniques des années 70 et 80. « Tout en apportant un soutien à la croissance, le gouvernement canadien doit s'assurer que les mesures annoncées aujourd'hui demeureront limitées dans le temps », a réagi son économiste en chef, Norma Kozhaya. - La Presse

# Le milieu des affaires est satisfait, mais aux aguets

CLAUDE TURCOTTE

Globalement, le monde des affaires québécois considère que le budget présenté hier à Ottawa contient de bonnes mesures dans les circonstances financières et économiques actuelles, mais il demeure prudent quant à la capacité de ce gouvernement conservateur de livrer la marchandise. Tous, d'un point de vue qu'il faut entendre demeurer aux aguets et maintenir la pression pour une application rapide et efficace de plusieurs des mesures annoncées, mais pas toutes.

Michel Leblanc, président et chef de la direction de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, prévient le gouvernement que *«c'est en fonction de la valeur des décaissements dans la région métropolitaine durant la prochaine année que nous jugerons de la réussite de ce budget»*. Au *Devoir*, il a ajouté: *«C'est notre focus et nous allons maintenir la pression pour des mesures concrètes et immédiates.»* Il demande à ce gouvernement de faire preuve de leadership dans les

dossiers qui le concernent directement, comme ceux de la deuxième phase du Vieux-Port et du lien ferroviaire entre Montréal et Toronto. Il soutient que le gouvernement fédéral doit en plus *«accepter de porter le gros du fardeau dans le cas de projets où lui seul dispose de la capacité financière permettant leur démarrage rapide»*.

Jean-Luc Trahan, président-directeur général de l'Association des manufacturiers et exportateurs, insiste lui aussi sur *«l'urgence de mettre en place les mesures annoncées le plus rapidement possible»* pour des résultats à court terme, alors que pour le long terme le gouvernement doit élaborer une stratégie industrielle. En revanche, M. Trahan exprime son désaccord sur l'intention fédérale d'établir une commission des valeurs mobilières unique au Canada. À ce sujet, Caroline St-Jacques, vice-présidente de la Fédération des chambres de commerce du

Québec, annonce d'ores et déjà qu'elle *«va se battre contre ça»*. Elle exprime également un bémol à propos de la péréquation qui, selon elle, désavantage le Québec. Pour le reste,

Mme St-Jacques affirme qu'il s'agit *«d'un budget bonbons et il y en a pour tout le monde»*.

Norma Kozhaya, chef économiste au Conseil du patronat du Québec, s'inquiète de l'ampleur des déficits annoncés et souhaite ardemment qu'ils ne deviennent pas structurels. Elle reconnaît par ailleurs le mérite de plusieurs programmes, en particulier en matière de formation des travailleurs, assurance-emploi, etc., tout en ajoutant qu'il *«faudra voir l'efficacité de ces nouveaux programmes»*.

Simon Prévost, vice-président de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, réserve pour sa part *«un accueil assez mitigé»* à ce budget et se dit très inquiet des déficits annoncés pour les deux prochaines années. Il souligne que les membres de son organisation sont préoccupés par *«ces dépenses de milliards qui vont dans toutes les directions»* et il y voit *«des éléments très politiques, qui donnent l'impression de ce que pourrait être un budget de Paul Martin sur la carte de crédit»*.

*Le Devoir*

On va demander à nos  
supporters à Ottawa, au Bloc,  
aux libéraux et au NPD, comme  
coalition, de rejeter ce budget-là  
et de demander de procéder avec  
un gouvernement de coalition »

-René Roy, secrétaire général de la FTQ

On a un petit doute derrière  
la tête que l'on se serve de ce  
type d'annonce-là uniquement  
pour gagner du temps, pour rester  
au pouvoir, et qu'on n'a pas une  
volonté très sincère de verser  
l'argent »

-François Sallant,  
porte-parole du FRAPRU

Je pense que ce sont de bonnes  
mesures, tant pour le court ter-  
me, dans le contexte de récession,  
que pour le positionnement à long  
terme, en termes de compétitivité  
des entreprises, d'incitation au travail  
et d'augmenter le pouvoir d'achat  
des contribuables »

- Norma Kozhaya, Conseil du patronat du Québec

✂ Pour le Canada dans son  
ensemble, c'est sûr que c'est  
une bonne nouvelle d'investir  
en infrastructures, parce que c'est  
comme ça qu'on peut rapidement  
mettre la population à l'ouvrage »

- Jean Perrault, président de la  
Fédération canadienne  
des municipalités

## **Le CPQ plutôt favorable**

**MONTREAL (PC)** — Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a accueilli favorablement le budget fédéral du ministre des Finances, Jim Flaherty, hier, mais il met le gouvernement en garde contre un retour aux déficits à long terme. La directrice de la recherche et économiste en chef du CPQ, Norma Kozhaya, a salué les investissements annoncés en infrastructures, les réductions d'impôts, le gel des taux de cotisations à l'assurance-emploi ainsi que les mesures qui seront mises en place pour la formation des travailleurs, que le CPQ avait d'ailleurs présentés comme demande au gouvernement lors des consultations prébudgétaires.

## **RETOUR DES DÉFICITS**

Le Conseil du patronat du Québec a accueilli favorablement le budget fédéral du ministre des Finances, Jim Flaherty, mais il met le gouvernement en garde contre un retour aux déficits à long terme. La directrice de la recherche et économiste en chef du CPQ, Norma Kozhaya, a salué les investissements annoncés en infrastructures, les réductions d'impôts, le gel des taux de cotisations à l'assurance-emploi ainsi que les mesures qui seront mises en place pour la formation des travailleurs. (Presse canadienne)

## Les entreprises craignent la spirale des déficits

Publié le 27 janvier 2009 à 16h39 | Mis à jour à 16h41



Michel Munger

lapresseaffaires.com

(Ottawa) Les organismes qui représentent les entreprises applaudissent la stimulation de l'économie par le budget Flaherty mais craignent qu'Ottawa s'embourbe dans les déficits.

C'est peut-être le Conseil du patronat du Québec qui a lancé l'avertissement le plus sévère au gouvernement fédéral. Le souvenir des déficits des années 1980 et 1990 a certainement laissé des traces. «Plus d'une décennie de remboursement de la dette se trouve effacée avec les déficits prévus dans ce budget et pour les quatre prochaines années», réagit Norma Kozhaya, économiste en chef du CPQ.

«Tout en apportant un soutien à la croissance, dit Mme Kozhaya, le gouvernement canadien doit donc s'assurer que les mesures annoncées aujourd'hui demeureront limitées dans le temps, comme devrait d'ailleurs l'être la crise financière et le ralentissement économique que nous vivons actuellement.»

Le même son de cloche a été entendu du côté de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante.

Tout en donnant son appui à l'aide aux PME, aux réductions d'impôt pour les particuliers et à la stabilisation des taux d'assurance emploi, la Fédération craint que les mesures plus généreuses en assurance emploi soient difficiles à éliminer plus tard, entraînant des déficits structurels.

«Le haut niveau des dépenses dans le budget est inquiétant pour les contribuables et les chefs de petites entreprises étant donné que cela peut être l'amorce d'une tendance pouvant être reproduite chez les autres ordres de gouvernement», indique Simon Prévost, vice-président québécois de la FCEI.

Le Conseil du patronat se réjouit principalement de l'investissement de 12 G\$ dans les infrastructures. Il accueille favorablement le maintien de la réduction du taux d'imposition des entreprises. Celui-ci doit passer de 19% à 15% d'ici 2012.

«Ces deux grands axes d'action contribueront à soutenir l'emploi tout en préparant avantageusement le Canada pour la reprise», croit Mme Kozhaya.

De son côté, la FCEI invite les adversaires des conservateurs à voter pour le budget afin d'«envoyer des messages de stabilité politique et fiscale aux entrepreneurs canadiens.»

---

Copyright © 2000-2009 Cyberpresse Inc., une filiale de Gesca. Tous droits réservés.

## Le budget offre quelques mesures pour les chômeurs et la formation



Les organisations syndicales qui revendiquent depuis des années un véritable programme d'aide aux travailleurs âgés, un PATA, seront déçues devant la minceur des investissements à ce chapitre. Ces groupes voudraient un véritable pont financier qui permet de soutenir le revenu après une perte d'emploi et ce pour les travailleurs qui peuvent difficilement se replacer ou se réorienter, vu leur âge.

**Lia Lévesque**  
La Presse Canadienne  
Ottawa

Comme prévu, le budget fédéral réserve une large place aux mesures destinées à la formation et à l'assurance-emploi, après des demandes pressantes des gouvernements du Québec et de l'Ontario, notamment, et des organisations syndicales.

Parmi les diverses mesures que le ministre des Finances, Jim Flaherty, pouvait prendre pour bonifier le régime d'assurance-emploi, il a choisi celle de prolonger de cinq semaines la durée des prestations d'assurance-emploi.

La mesure ne vaudra toutefois que pour les prestations régulières, seulement pour les deux prochaines années, vu la crise, et jusqu'à concurrence de 50 semaines.

Cette mesure à elle seule coûtera 575 millions \$ par année, soit 1,15 milliard \$ sur deux ans.

Le ministre québécois de l'Emploi et de la Solidarité sociale, Sam Hamad, avait

spécifiquement demandé d'assouplir le régime d'assurance-emploi de manière à ce que davantage de personnes se qualifient et qu'elles reçoivent des prestations pour de plus longues périodes.

Il importe de noter que lorsque les prestations d'assurance-emploi sont terminées, les prestataires qui n'ont pu trouver d'autre emploi se retrouvent souvent à l'aide sociale, un régime qui relève des provinces, non du fédéral. La prolongation de cinq semaines des prestations d'assurance-emploi apportera donc un peu de répit aux provinces aussi.

Seconde mesure, une somme de 500 millions \$ sur deux ans sera également consacrée à la prolongation des prestations d'assurance-emploi pour les personnes qui suivent une formation de longue durée.

Il s'agit de formations qui peuvent durer six mois, par exemple. Ces sommes seront remises aux provinces, qui s'occupent de la formation.

On prévoit que 10 000 personnes pourraient bénéficier de cette prolongation, qui vise à donner plus de temps et de ressources pour acquérir de nouvelles compétences.

Troisième mesure: le système de travail partagé, qui permet d'éviter des mises à pied en adoptant un horaire de travail réduit, sera aussi amélioré.

Ainsi, les accords de travail partagé pourront être prolongés de 14 semaines, pour un maximum de 52 semaines. De plus, les critères d'admissibilité seront assouplis.

Au total, cette troisième amélioration coûtera 200 millions \$ sur deux ans.

Les fonctionnaires ont indiqué que pour l'exercice budgétaire 2006-2007, 1 328 000 Canadiens ont touché des prestations régulières de l'assurance-emploi au Canada.

En 2008-2009, les prestations d'assurance-emploi devraient atteindre 15,6 milliards \$, reflétant ainsi une hausse du taux de chômage.

### **Taux de cotisation gelés**

Le gouvernement gèlera aussi les taux de cotisations à l'assurance-emploi pour 2009 et 2010. Ce taux demeurera donc à 1,73 \$ par tranche de 100 \$ de masse salariale.

Le fait de ne pas hausser le taux de cotisation pour atteindre le taux d'équilibre coûte 4,5 milliards \$ au régime. Dans son budget, le ministre des Finances Jim Flaherty décrit cette somme comme «une mesure qui stimulera l'économie à hauteur de 4,5 milliards \$».

Ce gel a été applaudi par le Conseil du patronat du Québec (CPQ) et la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante. «Ce gel sera bénéfique pour les travailleurs, mais également pour les employeurs qui assument la majorité du financement du programme et qui profiteront ainsi d'un léger répit sur leur facture globale de taxes sur la masse salariale», a commenté Norma Kozhaya, économiste en chef du CPQ.

En matière de formation cette fois, une autre demande martelée par le premier ministre du Québec Jean Charest, le gouvernement fédéral y va d'une somme de 1,9 milliard \$.

Peu de détails sont cependant livrés dans le budget, puisque ces mesures sont traditionnellement mises en vigueur par les provinces, les sommes leur étant remises.

### **Perfectionnement**

Le budget parle de «possibilités de perfectionnement professionnel à court et à long terme dans une mesure sans précédent pour les travailleurs de tous les secteurs de l'économie canadienne».

On s'attend à ce que les secteurs de l'économie les plus touchés par le ralentissement au Québec, le manufacturier et le forestier, en bénéficient particulièrement.

Les organisations syndicales qui revendiquent depuis des années un véritable programme d'aide aux travailleurs âgés, un PATA, seront déçues devant la minceur des investissements à ce chapitre. Ces groupes voudraient un véritable pont financier qui permet de soutenir le revenu après une perte d'emploi et ce pour les travailleurs qui peuvent difficilement se replacer ou se réorienter, vu leur âge.

Une somme de 60 millions \$ sur trois ans sera ajoutée à l'Initiative ciblée pour les travailleurs âgés, et ce, pour tout le Canada.

## Réactions : plusieurs sources d'inquiétudes

DOMINIQUE LEMOINE, LESAFFAIRES.COM 18:29

**Des déficits chroniques à la création d'une commission des valeurs mobilières unique, en passant par la péréquation, l'éducation et les sans-abri, plusieurs aspects du budget Flaherty inquiètent les organisations canadiennes et québécoises.**

Le Conseil du patronat du Québec «accueille favorablement les mesures de relance annoncées aujourd'hui par le ministre des Finances du Canada». Mais il «souhaite que tout soit mis en oeuvre afin que le Canada ne retourne pas à l'ère des déficits chroniques des années 70 et 80.

La Chambre de commerce du Canada a accueilli «favorablement» le plan de relance d'Ottawa pour contrer la récession mondiale. Elle précise toutefois qu'elle «suivra de près les progrès afin d'assurer que les déficits budgétaires ne persistent pas».

La Fédération des chambres de commerce du Québec estime que «la plupart des mesures annoncées devraient parvenir à stimuler l'économie alors que le Canada traverse sa première récession en 20 ans». Elle juge par ailleurs qu'il est «totalement inadmissible que le gouvernement fédéral s'entête à mettre sur pied une commission nationale des valeurs mobilières».

«Le discours ne propose aucun changement de cap sur des questions de fond comme la péréquation, la réforme de l'assurance-emploi, le droit à l'équité salariale pour les femmes, les baisses d'impôt ou les changements climatiques», constate la présidente de la CSN, Claudette Carbonneau.

### Rien pour l'éducation et les sans-abri

La Fédération canadienne des étudiant(e)s est insatisfaite. «Contrairement à la proposition du plan de relance des États-Unis», le budget «n'aborde pas l'endettement étudiant croissant ni l'accès à l'éducation postsecondaire».

Le FRAPRU «salue» les investissements de plus de deux milliards de dollars en deux ans dans la rénovation des logements sociaux existants, ainsi que dans la construction de nouveaux logements sociaux pour les Autochtones, les aînés et les personnes handicapées.

Il déplore cependant «que le budget n'ait pas prévu d'investissements permettant aux provinces et aux territoires de construire des logements sociaux pour toutes les autres catégories de mal-logés, de même que pour les sans-abri».

© 2007 LesAffaires.com

## Les Conservateurs renouent avec les déficits

ANDRÉ DUBUC, LES AFFAIRES 16:00

**Budget anti-récession oblige, le gouvernement fédéral renoue de façon spectaculaire avec les déficits.**

### DOSSIER SPÉCIAL BUDGET

Ottawa retombe dans le rouge dès l'année qui se termine le 31 mars. Il s'agit d'une première depuis 1996-1997. Le déficit prévu est de 1,1 milliard cette année. Puis, il explose à 33,7 milliards, en 2009-2010 et à 30 milliards, en 2010-2011.

La raison ? Le gouvernement s'attend à une contraction de 2,7 % de l'économie l'an prochain. Il s'agit d'un scénario beaucoup plus noir que ce que prévoient les économistes du secteur privé, qui tablent plutôt sur un recul de 1,2 % de l'économie.

Par la suite, le gouvernement prévoit un retour graduel à l'équilibre d'ici 2013-2014. Entre-temps, la dette fédérale aura cumulé à 542 milliards en 2012-2013.

Pour Simon Prévost, vice-président Québec de la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, le gouvernement entend détruire en quatre ans tous les efforts de réduction de la dette entrepris depuis 1997.

Même inquiétude du côté du Conseil du patronat du Québec qui exhorte le gouvernement à tout mettre en œuvre pour que le Canada ne retourne pas à l'ère des déficits chroniques des années 1970 et 1980.

Exprimée en pourcentage au produit intérieur brut du pays, la dette montera légèrement jusqu'à 32,1 %, un poids qui reste inférieur aux autres pays du G7 et loin du sommet atteint en 1995-1996. Cette année-là, le poids de la dette fédérale correspondait à 68,4 % du PIB. Au 31 mars 2008, la dette fédérale se chiffrait à 458 milliards et représentait 29,8 % du PIB.

### DOSSIER SPÉCIAL BUDGET

© 2007 LesAffaires.com

Mise à jour: 27/01/2009 17:41

Ottawa

## Le CPQ accueille favorablement le budget, mais craint le retour des déficits

LA PRESSE CANADIENNE

MONTREAL -- Le Conseil du patronat du Québec (CPQ) a accueilli favorablement le budget fédéral du ministre des Finances, Jim Flaherty, mardi, mais il met le gouvernement en garde contre un retour aux déficits à long terme.

La directrice de la recherche et économiste en chef du CPQ, Norma Kozhaya, a salué, à l'issue de la lecture du budget, les investissements annoncés en infrastructures, les réductions d'impôts, le gel des taux de cotisations à l'assurance-emploi ainsi que les mesures qui seront mises en place pour la formation des travailleurs, que le CPQ avait d'ailleurs présentés comme demande au gouvernement lors des consultations prébudgétaires.

Selon Mme Kozhaya, ces mesures aideront l'économie canadienne à court terme, dans le contexte de la récession économique qui secoue présentement le monde entier, mais aussi pour le positionnement à long terme des entreprises du pays.

Elle croit aussi que ces mesures amélioreront la compétitivité, inciteront au travail et augmenteront le pouvoir d'achat des contribuables.

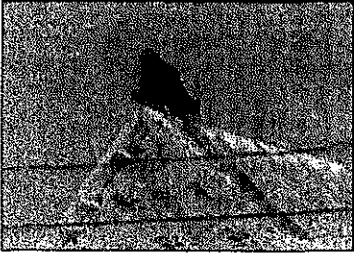
Le CPQ s'inquiète toutefois de voir les déficits annoncés, qui atteignent 64 milliards \$ pour les deux prochains années, devenir des déficits structurels.

Le conseil souhaite en outre que le gouvernement fédéral s'assure que les nouvelles mesures et les dépenses annoncées comme étant temporaires, dans le budget, le soient effectivement et qu'elles soient limitées dans le temps dès que la récession se sera résorbée. Le conseil espère également voir, de la part du gouvernement, un souci de rétablir l'équilibre budgétaire le plus rapidement possible.



## Le milieu d'affaires satisfait et craintif

Le Conseil du patronat du Québec accueille favorablement les mesures de relance d'Ottawa, mais souhaite aussi que le Canada ne retourne pas à l'ère des déficits des années 70 et 80.



« Le gouvernement canadien doit s'assurer que les mesures annoncées aujourd'hui demeureront limitées dans le temps, comme devrait d'ailleurs l'être la crise financière et le ralentissement économique que nous vivons actuellement », a déclaré la directrice de la recherche et économiste en chef du Conseil, Norma Kozhaya.

Le Conseil est toutefois très favorable au budget, qui agit rapidement pour soutenir la croissance, tout en appliquant des mesures plus structurelles qui renforceront à long terme l'économie canadienne.

### La crainte des déficits

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante craint aussi le retour aux déficits structurels.

Son vice-président au Québec, Simon Prévost, a déclaré qu'il ne voyait pas la nécessité de dépenser autant d'argent, dans le contexte actuel, et croit que les dépenses ne sont pas suffisamment ciblées.

Il salue par contre la baisse d'impôt des particuliers et l'augmentation du seuil d'imposition pour les petites et moyennes entreprises. Le gel des taux de cotisation de l'assurance-emploi pour les deux prochaines années est aussi bien accueilli.

### L'Association de la construction satisfaite

Comme il fallait s'y attendre, l'Association canadienne de la construction est très satisfaite du plan de relance conservateur. Selon l'Association, les investissements dans les infrastructures stimulent l'économie et protègent les acquis.

« L'infrastructure au Canada est en déclin. Il y a beaucoup de travail à faire. On a estimé à 200 milliards les besoins en infrastructure. C'est un bon point de départ et nous sommes satisfaits du budget du fédéral », a déclaré Pierre Boucher, chef des opérations de l'Association canadienne de la construction.

L'Association est aussi très satisfaite du crédit d'impôt à la construction.

« Toute aide est bienvenue, et ce qui est important, c'est de créer des emplois en raison de l'économie. Le secteur de la construction est énorme. Pour chaque milliard de dollars investi, il y a 12 000 emplois qui sont créés et aussi dans les secteurs connexes, tels que le secteur forestier, les métaux et les secteurs commerciaux », a ajouté M. Boucher, qui a spécifié que les investissements dans la construction avaient des effets multiplicateurs.

### L'industrie forestière encouragée

Contrairement au Bloc québécois, qui dénonce l'aide de 170 millions accordée aux travailleurs forestiers du Québec comparativement aux 2,7 milliards pour l'industrie automobile en Ontario, l'Association des produits forestiers du Canada croit que le budget fédéral répond aux défis actuels.

« Les investissements prévus dans l'innovation, la promotion des marchés et la recherche et le développement nous indiquent que le gouvernement a compris le message. Le marché de l'habitation aux États-Unis va reprendre du poil de la bête et la croissance économique mondiale va accentuer fortement la demande pour les produits forestiers écoresponsables du Canada », a dit Avrim Lazar, président et chef de la direction de l'Association des produits forestiers du Canada.